

Sur une mappemonde comme la terre est ronde : à Cossonay-câbleries, autour d'une table ronde, comme la condition ouvrière est simple

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - (1969)

Heft 104

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1028301>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Sur une mappemonde comme la terre est ronde A Cossonay-câbleries, autour d'une table ronde, comme la condition ouvrière est simple

L'invitation était en suspens. Rendez-vous fut pris un jeudi de décembre à 14 h. 30, à Cossonay. N'était pas convoqué un ouvrier des Câbleries, plus de vingt ans de « fidélité à l'entreprise », comme on aime à dire encore lors de la remise de la gratification (deux cents francs après vingt ans). Il intervient, ici, dans le récit comme une « voix off ». Mais son opinion n'a jamais été sollicitée. Elle résulte de longues conversations que facilitaient les pauses du service militaire. Nous l'appelons T...

Le milieu du monde

Dans cette région du Pays de Vaud, on a le sens du partage géographique. Près de La Sarraz, l'eau hésite entre l'affluent du Rhône et l'affluent du Rhin. A Cossonay-Gare, si vous ne nous élevez pas d'emblée vers Cossonay-Ville, ses préfets, ses commerces, ses notaires, si vous restez en zone industrielle, il n'y a que deux mondes : en aval, les Grands Moulins, à l'enseigne de Provimi, aliment pour les veaux; en amont, les Câbleries. Qui y engraisse-t-on? C'était la question à l'ordre du jour. Mais auparavant, il faut examiner la carte de visite des Câbleries.

Industrie suisse et matières premières

Les câbles de Cossonay ne sont ni tracteurs, ni porteurs, ils sont transporteurs d'électricité, à haute ou basse tension, câbles téléphoniques, etc... Cette industrie travaille avant tout pour le marché intérieur, très liée au développement de la construction. Les exportations 5 à 6 % de la production totale ne sont qu'occasionnelles et rentrent dans la rubrique des petits gains accessoires.

Première remarque importante, l'entreprise a pour clients des régies, telles les P.T.T.; elle bénéficie pleinement de la prospérité suisse que préservent les contacts de ceux qu'il est convenu d'appeler les partenaires sociaux; mais ni patronalement, ni syndicalement, elle n'est intégrée aux organisations professionnelles cantonales ou suisses.

En revanche, en ce qui concerne le cours des matières premières (cuivre, plomb), les Câbleries dépendent des sautes de la bourse. Quelques exemples étonnants. Avril 1966, à Londres, la tonne de cuivre atteint le prix de 790 livres. Parallèlement, les producteurs maintenaient un prix stable, réservé à leur clientèle, de 234 livres la tonne. Dès juin, ils s'alignent sur la bourse dont les prix se stabilisent à 450 livres la tonne.

Extraordinaire spéculation, à rapprocher de cette observation que le travail ouvrier se calcule toujours au centime près; contraste des valeurs reconnues par le régime capitaliste.

A Cossonay, certes, on ne demanderait pas mieux que de pouvoir travailler avec des matières premières au cours stable. La spéculation est un aléa dont on se passerait. En revanche, sur les actions mêmes des Câbleries, quelle partie de montagne russe! Illustration des cours : 1958, maximum :

Fr. 5600, minimum Fr. 3250; 1962 : max. : Fr. 11 000, min. : Fr. 6400; 1966, max. Fr. 3750, min. : Fr. 2175. Pour le cours du jour, veuillez vous reporter à votre journal habituel ! Même contraste que tout à l'heure, rodéo boursier des actionnaires et centimes jaunes des salariés.

650 ouvriers travaillent à Cossonay et 150 employés. Main-d'œuvre sans formation professionnelle, 12 % d'étrangers. L'usine a poussé au maximum la rationalisation, obtenant en dix ans une augmentation de 60 % de la productivité. Désormais, elle atteint, disent les directeurs, un plafond.

On comprend mieux à partir de là la pression exercée sur les salaires. Elle opère avec une parfaite logique en deux temps.

1. On automatise la production et l'on investit en dix ans dans le parc à machines quelque trente millions. Or, ces investissements sont, immédiatement et intégralement, amortis. (Il faut d'ailleurs être malin pour en retrouver la trace dans les comptes annuels présentés aux actionnaires et qui sont d'une sobriété exemplaire). Par conséquent, un autofinancement aussi poussé ne permet pas que l'on laisse, de surcroît, monter les salaires.

2. Le plafond de la productivité est atteint. Les hausses des salaires réels diminuent alors le taux de profit. Impossible, par la force des choses, de se montrer trop généreux.

Ce sont donc bien les salariés — et le fisc vaudois — qui paient, en partie, les exceptionnelles réserves latentes dont dispose l'entreprise.

Holding

Les Câbleries contrôlent aussi des sociétés étrangères et des sociétés suisses, sans qu'une holding ait été créée pour coordonner le tout. Les raisons en sont, paraît-il, fiscales. Jadis, il y a quelque douze ans, le fisc vaudois n'exonérait pas les holdings de tout impôt sur le bénéfice. Depuis, cette anomalie a été corrigée, car Nestlé n'y trouvait pas son compte. Mais les Câbleries se sont développées sous l'ancien régime.

C'est le rapport du Conseil d'administration de 1967 qui a, pour la première fois, donné un tableau clair des participations. La plus importante : la SAPAG, Société anonyme de participations appareillage Gardy, à Neuchâtel (56 % du capital). Celle-ci contrôle à son tour les sociétés Gardy, en France, en Belgique, en Espagne, y compris, bien sûr, Gardy Genève. Les autres participations, directes ou par SAPAG interposée : Usines métallurgiques de Dornach, Panel à Préverenges, Electro-Matériel à Zürich, Tarex à Genève, Isolierrohrfabrik à Hallau, Clématite à Vallorbe, Rediffusion à Neuchâtel. L'ensemble du groupe réunit finalement 6000 ouvriers (l'U.B.S. donnait, en 1967, 7000; mais pour un groupe qui ne publie même pas son chiffre d'affaires, il faut admettre une grande marge d'approximation).

Et puis après ?

Les Câbleries ne sont qu'en apparence une entreprise vaudoise. Cette apparence est due à la personnalité de M. Stadler qui en a assuré le développement et qui a, en plus de quarante ans de règne, placé, dans des fauteuils ou à des postes de commande, des gens qui lui sont proches, tels MM. Rodolphe Stadler jr. et Emmanuel Failletaz. Un gros paquet d'actions est resté neuchâtelois. 35 % des actions appartiennent aux Câbles de Cortaillod, ce qui apporte au Conseil d'administration un brélan de particules : de Coulon, de Meuron, de Perrot. Mais, au-delà des Neuchâtelois, se retrouve la grande finance alémanique. Aluisse livre son aluminium et détient en contrepartie le 20 % des actions; il fut pendant la guerre (pénurie de cuivre) le seul fournisseur, d'où sa position de force. Enfin la Société de Banque suisse assure des liaisons à un plus haut niveau, en déléguant, en personne, M. Samuel Schweizer, son président, le numéro 1 des grands conseils d'administration.

Voilà pour l'information générale. Mais nous étions restés à Cossonay-Gare.

Le train

De la gare à l'usine, on longe la Venoge aux rives boisées de peupliers-trembles.

T... : « Il faut connaître aussi le train du matin. A l'usine, on peut participer aux équipes qui travaillent tôt le matin ou tard le soir; celle du matin commence à cinq heures; c'est celle que je préfère, je finis au début de l'après-midi; je peux ainsi voir mes gosses; je prends le train de 4 h. 20 du matin; je me lève à trois heures; je me couche à 8 heures; c'est un peu moins pénible pour ceux qui habitent sur place, mais ma femme ne veut pas quitter Lausanne. L'équipe du matin, ça fait quelques sous de plus. (Salaire net, moyen, avec prime d'ancienneté, environ 1100 francs) ».

Le train de 04 h. !

Hiérarchiquement

D.P. se présente, en trio, à la réceptionniste : P. Liniger, R. Besuchet (secrétaire F.O.M.H., Lausanne) et A. Gavillet. On nous dirige vers un petit salon dit de réception, mais qui a plutôt l'allure d'un salon d'attente. Table ronde, tapis vert, chaises. En vue, le bulletin d'entreprise, en couverture, impression offset, une gravure de tréfileuse ancienne, tirée, il semble, d'une planche de l'Encyclopédie de Diderot. Paternaliste, ce bulletin. On y lit la biographie des jubilaires : destins d'hommes. Ainsi : « Robert Court : né le 16 avril 1905 et originaire de l'Isle, M. Court est un Vaudois de pure souche. Il est entré à l'usine le 20 septembre 1928; en quarante ans, il a vu défiler bien du monde. Affecté au laminage à froid, il passa ensuite « au cirque » qui exigea de lui un lourd tribut : la perte d'un pied.

» Robert fonctionna ensuite à l'outillage de la mécanique, à la chaufferie, durant dix ans à la menuiserie, chez les peintres, et actuellement, il confectionne avec amour les capuchons de plomb qui protègent les extrémités des câbles.

» Il faudrait un cerveau électronique pour récapituler les activités privées du « Dr Picot » : conseiller communal, ancien président inamovible et président d'honneur actuel du F.C. Penthalaz, il trouve encore le temps de taquiner la truite et d'être grand spécialiste de la « poutze »; et j'en oublie certainement. »

Entre alors M. Gisling, secrétaire de direction. Jeune, aimable, il doit avoir les yeux très bleus pour qu'on le remarque. Un temps, arrive, les entrées en bureau de réception étant hiérarchisées, M. de Coulon, administrateur-délégué, cheveu gris, coupés court, en brosse, à la « cadre français ».

T... : « les patrons ? Stadler, bien sûr, avant il était partout, mais il ne me connaît pas nommément, en vingt ans il a dû me voir à ma place de travail, c'est tout. Failletaz ? Presque jamais là ! de Coulon ? oui, on le voit, comme Brunner. Gisling ? c'est lui qui s'occupe de ceux qui ont des pépins pour leur donner un secours ».

Les patrons, ce sont des divinités assez lointaines. La réalité ouvrière connaît d'abord le cadre moyen, le contremaître. C'est donc avec les Olympiens que nous nous mettons à table.

Le contentieux

Un ouvrier peut-il gagner moins de 4 fr. 25 l'heure, tarif étudiant ? Etait admis d'emblée par nous, l'Office du travail ne permettant pas d'embaucher à moins de 4 fr. 45, que l'ouvrier, dont nous avions repris le témoignage, avait comparé son salaire net avec celui de son interlocuteur-étudiant. Quelles sont les retenues ? AVS : 2,4 %; retraite : 6 %; caisse-maladie : 2,2 %. Pour les étrangers, l'impôt à la source : environ 8 %. En tout, plus de 18 %. En salaire net, plusieurs ouvriers peuvent donc descendre au-dessous de 4 fr. 25. Mais notre comparaison ne portait pas sur deux données exactement comparables.

Deuxième question.

Dans sa mise au point, la direction disait : « Nous ne distribuons plus de salaires en dessous de 4 fr. 60. » Or nous possédions deux fiches qui indiquaient 4 fr. 50. C'était les seuls, sur 650 ouvriers, nous

dit-on. Ils n'avaient pas encore dix-huit ans révolus. L'un, ne comptait que dix-sept ans et demi. L'autre avait certes dix-huit ans. Il a même été engagé en septembre 1968. Mais il faut croire qu'il était de la fin de l'année, le pauvre ! Les centimes jaunes !

Le contentieux est donc liquidé, à l'exception des problèmes de l'opposition au syndicat.

Mais la discussion générale sur les salaires est intéressante.

Syndicat et moyenne suisse

M. de Coulon insiste. Il faut tenir compte de nos gratifications. 650 000 francs pour 650 ouvriers. La somme est d'ailleurs indexée sur le bénéfice distribué (bénéfice net 1967 : 8 millions à disposition des actionnaires).

— La gratification, c'est à la tête du client ?

— Les critères sont fixes : ancienneté et charges familiales. C'est la commission ouvrière qui supervise.

T... « la gratification ? Certains voulaient qu'on l'incorpore au salaire. En majorité, on a refusé. Cette somme, 1200 francs pour moi, jamais je ne pourrais l'épargner dans l'année. Ça paie les impôts, et ça bouche un trou. Je n'ai pas encore pu me payer la T.V.; ma femme ne travaille pas ! »

Nous comparons alors la moyenne suisse des salaires dans l'industrie de la métallurgie à la moyenne des salaires Câbleries. Besuchet sort les chiffres que la F.O.M.H. tient à jour (il y a aussi des gratifications dans les autres entreprises, mais on ne les prend pas en considération). Les chiffres Cossonay sans gratification sont un peu inférieurs à la moyenne nationale; mais ce qui ressort de l'exercice de la comparaison, c'est que le syndicat seul est outillé pour apporter les données utiles. Alors, pourquoi ne pas le reconnaître comme interlocuteur valable ? Nous sommes au cœur du sujet.

Un patron

M. Stadler fut en son temps un patron aux idées avancées. M. de Coulon témoigne. Avant-guerre, il accorda les premières vacances payées : trois jours. En 1924, il met sur pied une caisse d'assurance-maladie, en 1936, une caisse de pension. Enfin, il reconnaît la valeur du syndicat !

T... : « Un peu après la guerre. La F.O.M.H. avait lancé une action. Quel bal avait fait le grand patron. Il avait rassemblé son monde, à l'usine même. Je veux bien discuter avec la F.O.M.H., avait-il dit, mais alors c'est fini de tous les avantages sociaux que j'ai contribué personnellement à vous faire accorder ».

Besuchet, autour de la table ronde, témoigne à son tour. Nous avons, chez vous, quelques ouvriers syndiqués. Jamais ils n'osent venir à la permanence que nous tenons à Cossonay. Nous voulions les réunir tous une fois. A Lausanne, oui, ont-ils dit, à Cossonay, jamais.

Quoi de plus triste que cette peur ! Elle touche à quelque chose de plus profond encore que la parcimonie des centimes jaunes; elle fait sentir toute la pression qu'exerce sur des ouvriers sans formation professionnelle, tributaires d'une seule usine, la rumeur régionale et le zèle patronal des contre-maîtres.

La direction proteste pourtant : nous ferons savoir à nos ouvriers que nous ne formulons aucune opposition au syndicat; nous mettrons cette question à l'ordre du jour de la conférence des cadres subalternes.

Le représentant de la F.O.M.H. prend acte. Mais il sera, conséquemment, nécessaire de reviser l'article premier du règlement de la commission ouvrière qui dit :

« Une commission ouvrière permanente et autonome est créée pour maintenir et encourager la confiance réciproque, la paix dans le travail et une bonne entente entre employeurs et ouvriers.

» ... Les questions ouvrières ne seront discutées

qu'avec la commission, à l'exclusion de toute autre organisation ou personne étrangère à l'usine ».

Car ce texte est clair; il signifie, on ne discutera qu'avec les syndicats-maison.

Aussi quand nous demandons à nos interlocuteurs pourquoi les Câbleries ne s'associent pas aux autres industries vaudoises pour organiser le métier — Bobst, Maillefer, Matisa, Sim, les Ateliers mécaniques ont signé le contrat national de la métallurgie; Paillard, SAPAL, Zwahlen, Roch, le contrat cantonal — quand nous demandons pourquoi Cossonay est franc-tireur, et qu'on nous répond : « Nous ne pouvons pas être avec les autres patrons cosignataires de ces contrats par égard pour nos ouvriers qui, eux, ne sont pas syndiqués », ces égards nous laissent tout toussoyants.

Condition ouvrière

La génération typique des ouvriers de Cossonay, c'est encore celle de T..., entrée dans la vie professionnelle pendant la crise, ou pendant la guerre ou juste au lendemain de la guerre; la dernière génération avant la période de prospérité qui démarre en 1950; une génération assoiffée de sécurité (T..., au service militaire, quand un ordre de routine est donné, vous nettoyez l'extérieur de vos fusils, ce dont tout le monde se contrebalance, est pris de scrupule; il ne sait jamais; dans son coin, il exécute); tous ces hommes, c'est un signe, ont gardé un goût très vif de la nature, pêcheurs, champignonniers, jardiniers amateurs.

L'appartenance au syndicat serait ou aurait été pour eux un premier pas, une manière de surmonter la crainte... ou le goût de la dépendance patronale.

La syndicalisation ne devrait être pourtant qu'un début et un moyen.

On mesure la condition ouvrière au refus patronal d'utiliser autre chose que la force de travail élémentaire. On entre manœuvre, on passera manœuvre spécialisé, on atteindra la classe supérieure du manœuvre spécialisé. On touchera les primes d'ancienneté, puis ce sera fini.

« Jeanne Chamot. C'est en fêtant ses quarante ans de services que Mlle Chamot prend sa retraite. Durant tout ce temps, elle est restée fidèle au même département, soit à celui du caoutchouc, respectivement atelier isolation plastique. Elle avait débuté aux Câbleries en 1928 avec ses deux sœurs, après avoir quitté l'industrie horlogère à Vaulion.

» Bonne et fidèle ouvrière, nous la trouvons tous les jours à l'heure à sa place de travail, été comme hiver, et cela, malgré les déplacements malaisés depuis la Chaux à l'époque où le car postal n'était pas encore connu dans cette région ».

En quarante ans, n'apprendre que ce qu'un étudiant assimile en deux jours ! Une dernière illustration. Le Bulletin que nous avons cité comporte un article du service social sur le rôle des parents dans la préparation scolaire des enfants, sur la nécessité de contrôler les devoirs, etc. C'est bien.

Or T..., nous prenions un verre, demanda, parlant de son fils qui fera la prim. sup. et deviendra dessinateur, qu'on lui explique en quoi consistait l'algèbre. Il a compris vite, à partir d'un exemple simplifié, le principe sommaire. En regard de cette curiosité que lui inspirait sa dignité de père qui allait être dépassé, on ne peut s'empêcher de conclure que le capitalisme ignore encore que l'homme passe infiniment l'homme et qu'à plus forte raison l'homme passe infiniment le manœuvre.

Annexe

P. S. — Interrogé par Liniger sur le placement des fonds de la Caisse de pensions, M. de Coulon a déclaré qu'à son avis les ouvriers devraient pouvoir décider de l'affectation des sommes réunies, en tout cas, de celles qui représentent leur propre épargne. C'est une déclaration que nous avons eu plaisir à enregistrer, dans la perspective du Fonds d'investissement syndical.

L'expansion américaine en Europe, toujours actuelle

On mesure ces jours à quel point, en Suisse romande du moins, nous sommes marqués par les thèmes de la presse française, qui a ses modes.

Il n'y a pas si longtemps la mainmise américaine sur l'économie européenne était un sujet obligé; quand le franc français révéla ses faiblesses et quand grenouilla la grenouille qui jouait au bœuf, les attaques contre l'impérialisme du dollar cessèrent.

Le débordement de l'économie américaine sur l'Europe ne cessait pas pour autant. Mais enfantinement nous serions prêts à croire que cesse d'exister ce dont on cesse de parler.

Une note du bulletin de l'Union de banques suisses rappelle opportunément les faits.

« Les emprunts émis sur l'euro-marché des capitaux durant les onze premiers mois de 1968 ont atteint le record de 3,2 milliards de dollars, 70 % de plus que pour toute l'année 1967 et davantage que pour la période 1963-1966.

» L'un des traits caractéristiques de cette année est la place importante occupée par les emprunteurs américains. En 1967, les émissions américaines sur l'euro-marché ne représentaient que 28 % du total. Or, les emprunts lancés en faveur de filiales ou des sociétés financières appartenant à des groupes américaine en ont constitué les 60 % durant la période s'étendant de janvier à novembre 1968. »

Pour interpréter ces chiffres, il faut savoir qu'afin de redresser leur balance de paiements les Américains ont limité très sévèrement les exportations de capitaux. Leurs sociétés européennes assurent donc leur financement, en Europe, avec des euro-dollars, c'est-à-dire avec les crédits que les Européens possèdent sur l'Amérique. De plus, le bénéfice considérable de la balance des paiements allemande permet d'alimenter le marché financier.

Pour mieux faire comprendre le phénomène, nous citons, tiré du « Dictionnaire de l'économie contemporaine », dans la très utile collection Marabout Service, la définition des euro-dollars. Nos lecteurs nous ont souvent réclamé un petit dictionnaire économique; celui-ci peut leur rendre service. Voici donc une illustration :

« euro-dollar. Compte en dollars, inscrit dans les banques américaines, mais étant la propriété d'étrangers et notamment d'Européens. Ceux-ci peuvent l'utiliser soit pour payer des achats aux Etats-Unis, soit pour souscrire à des valeurs libellées en dollars. Les comptes en euro-dollars font l'objet de transferts, ou d'opérations, entre les banques étrangères. Ceci donne l'impression qu'ils représentent essentiellement des placements en dehors des Etats-Unis. Mais cette hypothèse est inexacte; derrière ces mouvements, on trouve toujours originellement un dépôt dans une banque américaine, les capitaux correspondant étant investis aux Etats-Unis. L'importance du rôle joué par les euro-dollars est due aux mesures prises par les Etats-Unis pour réduire les sorties de capitaux. Ne pouvant plus exporter ceux-ci dans la mesure souhaitée, les entreprises américaines sont amenées à puiser dans le réservoir de dollars qui, appartenant à des étrangers, ne sont pas soumis aux restrictions réglementaires. L'intérêt que l'on obtient des euro-dollars subit des fluctuations qui sont indépendantes de celles que l'on observe pour les comptes exprimés en d'autres monnaies. Il peut arriver que la demande internationale de capitaux libellés en dollars soit intense, ce qui provoque une hausse des taux d'intérêt. Les euro-dollars sont une forme de crédit fait à l'économie américaine. Ils peuvent donner lieu à une inflation, car au départ du processus, ces euro-dollars sont déjà investis aux Etats-Unis. Cette seconde utilisation peut avoir des effets inflationnistes classiques. »